



## États-Unis: les républicains insistent sur le renforcement du contrôle des armes en Ukraine

Par [Alexandre Lemoine](#)

Mondialisation.ca, 02 décembre 2022

[Observateur continental](#)

Région : [États-Unis](#), [L'Europe](#), [Russie et CEI](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [Crise en Ukraine](#), [Crise en Ukraine](#), [UKRAINE](#)

Après la victoire aux élections de mi-mandat, les républicains, ayant obtenu une majorité au congrès, mettent en garde l'administration Biden qu'ils surveilleront bien plus strictement l'aide militaire colossale envoyée à l'Ukraine.

« En prévoyant de telles exigences, l'administration Biden, qui a déjà dépensé presque 20 milliards de dollars pour le soutien militaire à Kiev, ces dernières semaines fait la promotion de ses efforts visant à contrôler les livraisons d'armes. Le département d'État américain et le Pentagone ont exposé leurs plans visant à empêcher que les armes se retrouvent entre de mauvaises mains. Ils prévoient une augmentation du nombre d'inspections et la formation d'Ukrainiens », [écrit The Washington Post](#).

Cependant, les sceptiques parmi les républicains exigent un audit et d'autres mesures de suivi.

D'après les experts, il existe de sérieuses restrictions ne permettant pas d'assurer une prise en compte intégrale des armes livrées à l'Ukraine.

« Des lacunes de contrôle de l'usage final existent même dans de meilleures circonstances, alors qu'en Ukraine les circonstances sont loin d'être très bonnes, c'est indéniable. Il faut être pragmatique par rapport à ce que nous pouvons obtenir », a déclaré Elias Yousif, expert du commerce mondial d'armement du Centre Stimson.

En novembre, la républicaine Marjorie Taylor Greene de la chambre des représentants a [annoncé](#) un audit sur le programme d'aide après que Joe Biden a demandé 37 milliards de dollars supplémentaires pour le gouvernement ukrainien.

« Le congrès exige du gouvernement un compte-rendu sur tous les moyens alloués à l'Ukraine », a-t-elle déclaré.

Alors que le leader des républicains à la chambre des représentants Kevin McCarthy a [déclaré](#) à *CNN* qu'il ne fallait pas donner le feu vert à l'Ukraine dans sa lutte contre la Russie.

La chambre des représentants a déjà adopté sa version du projet de loi pour autoriser les dépenses pour la défense contenant une série de termes concernant des comptes rendus du Pentagone et des inspecteurs généraux qui surveillent les livraisons d'armes et de

matériel militaire. De telles mesures de suivi sont soutenues par les deux partis, même s'il faudra encore les conformer à la version du projet de loi proposé par le Sénat.

« Les contribuables ont le droit de savoir que leurs investissements sont utilisés à bon escient », a [déclaré](#) dans une interview le démocrate Jason Crow, membre de la chambre des représentants et ancien militaire.

Ce dernier était à la tête des efforts au sein de la commission des forces armées visant à inclure dans la loi sur la défense des consignes pour l'inspecteur général du Pentagone quant aux analyses, inspections, enquêtes et d'autres mesures de vérification des actions du Pentagone pour aider l'Ukraine.

Les législateurs, les chefs militaires du Pentagone et les experts affirment tous qu'il n'y a pas encore de raisons de s'inquiéter. Selon eux, l'Ukraine utilise avec prévoyance l'aide reçue et rend compte volontiers de son utilisation.

Mais même une chance infime que l'arme meurtrière se retrouve sur le marché noir est très alarmante.

Tout comme les restrictions pratiques. D'après le porte-parole du Pentagone Patrick Ryder, les États-Unis inspectent les armes en Ukraine « loin du front ». Le général a refusé de fournir des informations supplémentaires sur le programme d'inspection prétextant la nécessité de respecter la confidentialité.

Néanmoins, les moyens du département d'État américain pour envoyer des inspecteurs en Ukraine sont limités et ils sont incapables de vérifier toutes les cargaisons qui arrivent.

« À la date de début novembre, les inspecteurs américains ont procédé à seulement deux vérifications depuis février, quand la Russie a lancé son opération spéciale. Ils ont inspecté seulement près de 10% des 22.000 armes livrées par Washington, y compris les missiles antiaériens Stinger et les missiles antichars Javelin, qui nécessitent un contrôle renforcé », [note](#) *The Washington Post*.

Dans la plupart des cas, de telles inspections sont menées uniquement sur les sites de transfert d'armes à l'Ukraine. Sauf cas particulier, lorsque l'arme transférée utilise des technologies secrètes, le pays qui la reçoit s'engage à assurer un contrôle « renforcé », qui prévoit la vérification des numéros de série et des comptes rendus depuis les lieux.

Certains législateurs affirment que le système actuel n'est pas suffisamment efficace. Ils notent également qu'avant le conflit l'Ukraine était un pays très [corrompu](#).

« Compte tenu des quantités fournies nous sommes responsables de la mise en place d'un contrôle par un tiers. Nous le faisons dans le monde entier », a déclaré dans une interview Mike Waltz, républicain à la chambre des représentants, notant qu'une telle pratique était appliquée partout, même « dans les pays où la situation de corruption et de transparence est bien meilleure » qu'en Ukraine.

« Pour le moment, l'administration Biden résiste aux exigences d'organiser des vérifications approfondies des armes livrées en Ukraine, craignant que cela élargisse le conflit. Selon des représentants américains sous couvert d'anonymat, des spécialistes américains procèdent aujourd'hui à des inspections sans arme. Mais en les envoyant plus près de la ligne de front, il serait impossible de respecter cette condition », conclut *The Washington Post*.

Ainsi, les armes américaines fournies à l'Ukraine se trouvent en grande partie hors de la zone de contrôle et de prise en compte. Le polygone militaire ukrainien est pleinement exploité par les États-Unis, qui versent des sommes immenses pour inonder ce polygone en armes. Washington ne s'intéresse pas du tout à savoir s'il restera quelque chose de l'Ukraine au final, tout comme au sort de l'armement. L'inquiétude concerne l'argent des contribuables envoyé par l'administration Biden pour la guerre de l'Ukraine contre la Russie.

L'Europe a des raisons de s'inquiéter. Tôt ou tard, les armes livrées à l'Ukraine feront surface dans les endroits les plus inattendus.

Alexandre Lemoine

La source originale de cet article est [Observateur continental](#)  
Copyright © [Alexandre Lemoine](#), [Observateur continental](#), 2022

---

Articles Par : [Alexandre Lemoine](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)